



**Réponse à la consultation publique ouverte par l'ARCEP sur l'analyse du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle.**

*A l'attention de :*

**Autorité de Régulation des Communications électroniques et des Postes  
7, Square Max Hymans  
75730 PARIS Cedex 15**

[m18@arcep.fr](mailto:m18@arcep.fr)

## **Préambule**

La société OneCast est une société du groupe TF1, créée fin 2006 afin d'assurer une activité de diffusion technique pour le compte de l'ensemble des acteurs utilisant la diffusion hertzienne. OneCast a démarré ses activités opérationnelles de diffusion en avril 2007.

La création de OneCast a fait suite à un constat de la part de TF1, de concurrence limitée sur le marché de la diffusion technique permettant à l'opérateur historique de pratiquer des tarifs excessifs tant sur la partie hébergement que sur la partie émission des prestations proposées aux sociétés de multiplexes.

Ce maintien coûte que coûte de l'emprise de l'opérateur historique sur le monde de la diffusion a permis à TDF de maintenir une domination considérable sur ce marché, malgré les mesures de régulation prises par l'Autorité depuis 3 ans. Il suffit de consulter le tableau de bord de la concurrence dans la diffusion de la TNT publié par l'Autorité pour s'en convaincre.

Cette domination de l'opérateur historique se manifeste sous plusieurs axes :

- La concurrence en infrastructure reste limitée, absente sur le réseau principal et même si elle s'exprime sur le réseau secondaire, elle est, au regard du volume de sites à déployer, finalement très faible. Aucun des concurrents ne dispose à ce jour d'une taille critique suffisante lui permettant de peser sur le marché de la diffusion TNT avec une part de marché significative, susceptible de modifier durablement la domination de l'opérateur historique,
- La part de l'hébergement dans le volume d'affaire de ce marché est beaucoup trop importante à ce jour pour modifier substantiellement l'emprise de l'opérateur historique, principal bailleur de la TNT, sur ce marché: il représente sur les 7 premières phases de la TNT plus de la moitié du coût des prestations. Concernant la phase II du réseau principal MR5 (haute définition), la part de l'hébergement dans le prix total a encore augmenté par rapport aux années précédentes (Cf. *Annexe III - protégé par le secret des affaires*) : ainsi même si l'opérateur historique devenait un simple bailleur, il conserverait une part de marché ultra dominante sur le réseau principal. Par ailleurs alors que la concurrence sur la partie émission s'exprime fortement et que les tarifs associés diminuent considérablement, les tarifs d'hébergement eux continuent d'augmenter régulièrement (+ 3.568 % en 2009),
- Le prix de l'hébergement proposé par l'opérateur historique suite à la régulation imposée par l'Autorité est largement surévalué et fausse la concurrence, car il est fixé unilatéralement par TDF, sans aucune transparence. Ces tarifs élevés n'ont à l'évidence pas permis de développer une concurrence forte en infrastructures car bien d'autres contraintes limitent cette concurrence (Aménagement du territoire, Rentabilité économique difficile sur des contrats qui ont une durée de 5 ans seulement, Calendrier politique de déploiement trop serré, etc.),
- Enfin, l'opérateur historique suit une logique d'éviction de la concurrence en rachetant régulièrement ses concurrents (Antalis, Emettel).

OneCast se retrouve ainsi en face d'un acteur capable de maintenir une très forte marge quelque soit le diffuseur technique retenu, puisqu'il est l'hébergeur dans la quasi-totalité des cas. Aussi n'a-t-il aucune difficulté à limiter sa marge sur la partie réellement en concurrence, ce qui fausse totalement le marché.

Le constat de OneCast est donc le suivant :

- Les barrières élevées à l'entrée persistent et ne sont pas transitoires.
- Il y a une absence de perspective de concurrence sans maintien d'une régulation efficace.
- Le droit à la concurrence est insuffisant pour remédier à l'état du marché.
- Il y a une absence de transparence ainsi qu'une absence de négociation possible sur les tarifs appliqués par l'opérateur historique au titre des prestations d'hébergement.

**OneCast souhaite ainsi que l'Autorité poursuive et renforce considérablement la régulation du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle afin de modifier substantiellement et durablement la répartition du marché de la diffusion entre opérateurs techniques au cours des trois prochaines années. La réponse OneCast comporte plusieurs propositions permettant d'atteindre cet objectif qui doit voir l'émergence d'acteurs industriels exerçant une influence significative sur ce marché en face de l'opérateur historique, quitte à ajuster régulièrement au cours des 3 prochaines années la régulation mise en place.**

# Perspectives de régulation pour le prochain cycle

## a) Sur l'opportunité de réguler le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle

Le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle, qui figure en annexe de la recommandation « marchés pertinents » de la Commission européenne en date du 11 février 2003, a été retiré de la liste des marchés pertinents de la nouvelle recommandation en date du 17 décembre 2007.

La Commission donne les raisons de ce retrait dans sa note explicative. Elle avance tout d'abord qu'il existe une perspective d'évolution vers une situation de concurrence effective malgré l'existence de barrières à l'entrée. Selon elle, des changements significatifs sont en cours, avec une plus grande concurrence entre plateformes due au passage de l'analogique au numérique. Ainsi, les Etats membres pourraient disposer de trois ou quatre plateformes numériques (satellite, ADSL, câble, TNT, télévision mobile FTTH, etc.), en lieu et place des deux ou trois plateformes analogiques dont ils disposent aujourd'hui.

Au cas d'espèce de la situation française, il convient de souligner que la couverture des réseaux câblés et de télévision par ADSL, si elle s'est accrue au cours des deux dernières années pour couvrir plus de 45 % de la population, reste sensiblement inférieure à celle des réseaux hertziens terrestres ou satellitaires. En outre, pour permettre l'extinction de l'analogique fin 2011, la loi sur la télévision du futur a fixé une obligation de 95 % de couverture de la population en TNT aux chaînes historiques concernées. Cette obligation conduit à réserver une part prépondérante du marché de la diffusion des chaînes à la TNT et donc à neutraliser en grande partie la concurrence entre plateformes pour ces chaînes.

Par ailleurs, la Commission explique que les obligations de « must-carry » régies par l'article 31 de la directive « service universel » peuvent résoudre les éventuels problèmes d'accès aux plateformes que pourraient rencontrer certaines chaînes, lorsqu'il s'agit d'atteindre des objectifs d'intérêt général clairement définis, de sorte que des mesures de régulation asymétriques ne sont pas nécessaires.

De la même manière, la Commission note que si certaines autorités de concurrence nationales ont pu faire application des règles du droit de la concurrence pour traiter certains problèmes d'accès aux infrastructures, les autorités réglementaires nationales peuvent recourir à l'article 12 de la directive « cadre » pour imposer, en dehors du cadre de l'analyse des marchés, le partage des infrastructures, y compris la colocalisation physique. Dans ce cas, des *«arrangements de partage ou de coordination peuvent inclure des règles de répartition des coûts du partage de la ressource ou du bien foncier»*.

Enfin, la Commission européenne a sans doute pris toute la mesure de la diversité des marchés pertinents délimités par les différents Etats membres avant de retirer le marché de gros des services de diffusion audiovisuelle de la liste des marchés pertinents annexée à la nouvelle recommandation. Il s'agit en effet du seul marché de la recommandation du 11 février 2003 pour lequel l'analyse a conduit à autant de disparités.

**Question 1 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'opportunité de maintenir un dispositif de régulation *ex ante* sur le marché de gros des services de diffusion hertzienne terrestre, dans la mesure où ce marché ne figure plus dans la liste des marchés pertinents annexée à la recommandation correspondante de la Commission européenne.



OneCast rejoint l'analyse de l'Autorité sur la part prépondérante du marché de la diffusion hertzienne des chaînes gratuites par rapport aux autres modes d'accès. Le marché français est effectivement sensiblement différent de celui d'autres pays européens car la diffusion hertzienne demeure et restera de loin le 1er vecteur de distribution de la télévision numérique.

Le succès considérable de la TNT avec une pénétration importante en un temps record confirme que la TNT est le moyen le plus simple, le plus immédiat et le moins onéreux pour les téléspectateurs pour se convertir au numérique.

Les engagements de couverture pris par les chaînes de la TNT associés au plan d'extinction de l'analogique d'ici fin novembre 2011 feront de la TNT le vecteur essentiel de la télévision numérique en France.

Dans ce contexte l'opérateur historique conserve voire renforce sa position ultra dominante sur le marché de gros de la diffusion TNT comme l'indique précisément le tableau de bord de la concurrence dans la diffusion de la TNT publié par l'Autorité.

OneCast considère donc comme pertinent le marché de gros de la diffusion terrestre hertzienne, et indispensable le maintien du dispositif de régulation *ex ante* de ce marché.

#### **b) Sur l'application du « test des trois critères » au marché de gros des services de diffusion de la télévision hertzienne terrestre**

Comme indiqué ci-avant, la couverture des réseaux câblés et de télévision par ADSL, si elle s'est accrue au cours des deux dernières années pour couvrir plus de 45 % de la population, reste sensiblement inférieure à celle des réseaux hertziens terrestres ou satellitaires. En outre, l'obligation de couvrir 95 % de la population en TNT qui incombent aux chaînes historiques conduit à réserver une part prépondérante du marché de la diffusion des chaînes à la TNT.

Il apparaît donc que l'hertzien terrestre constitue une plateforme de diffusion non substituables aux autres plateformes disponibles en France et doit être traitée de manière spécifique.

La levée ou le maintien d'un dispositif de régulation *ex ante* sur le marché de gros des services de diffusion de la télévision hertzienne terrestre implique que l'Autorité procède à une nouvelle analyse de marché, que ce marché figure ou non sur la liste des marchés pertinents annexée à la recommandation de la Commission européenne du 17 décembre 2007. Le test des trois critères de pertinence doit ainsi lui être à nouveau appliqué, *a minima* pour le périmètre du marché pertinent actuellement défini.

##### **(i) L'existence de barrières élevées et non provisoires à l'entrée**

Au vu des résultats du tableau de bord de la concurrence dans la diffusion de la TNT publié par l'Autorité, il apparaît que la part de sites alternatifs sur le réseau principal est très faible (5,2 % en moyenne), voire inexistante sur les dernières phases de déploiement. Les causes du faible développement de la concurrence en infrastructures sur le réseau principal ont été analysées ci-avant, au point 2.d. Elles semblent durables et en grande partie inhérentes aux caractéristiques des sites principaux.

S'agissant des zones du réseau complémentaire, il apparaît que la part de sites alternatifs sur les 57 premières zones est proche de 30 %. Les sites du réseau complémentaire, plus petits et de moindre puissance que ceux du réseau principal apparaissent plus aisément répliquables. Les barrières à l'entrée semblent donc plus réduites dans le cas du réseau complémentaire. Cette première tendance doit cependant être nuancée. Il y aura en effet à

terme sans doute entre 1 000 et 1 500 zones de diffusion d'ici le 30 novembre 2011 pour compléter la couverture des 112 zones du réseau principal. En conséquence, il pourrait s'avérer insuffisant de se référer à une cinquantaine de zones. Par ailleurs, la volumétrie des zones à ouvrir à chacune des phases est considérablement accrue par rapport au déploiement du réseau principal. Cette volumétrie pourrait de fait constituer une barrière à la construction ou à la recherche de sites alternatifs que les difficultés d'obtention des autorisations adéquates de la part des pouvoirs publics sont susceptibles de renforcer.

En outre, TDF bénéficie d'économies de gamme du fait de son positionnement pour diffuser la radio ou fournir des services d'hébergement aux opérateurs mobiles par exemple.

(ii) L'absence de perspectives d'évolution vers une situation de concurrence effective

Compte tenu des caractéristiques des sites du réseau principal, il est fortement probable que la part de sites alternatifs n'augmentera pas de manière significative lors du renouvellement des premiers contrats de diffusion sur le réseau principal, qui devrait intervenir à partir de 2009. L'appel à candidatures lancé durant l'été 2008 par le multiplexe R5 s'est d'ailleurs conclu sans qu'aucun nouveau site alternatif ne soit retenu, dans la mesure où les deux seuls sites alternatifs sélectionnés l'avaient déjà été par certains des cinq autres multiplexes.

(iii) L'insuffisance du droit de la concurrence seul pour remédier aux défaillances du marché

Par rapport au droit de la concurrence, la régulation sectorielle *ex ante* apparaît davantage en mesure d'assurer une grande transparence sur le marché de la diffusion de la télévision hertzienne terrestre, à travers les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable qui visent à assurer l'absence de subventions croisées abusives entre analogique et numérique. En outre, seule la régulation sectorielle permet d'imposer *ex ante* des obligations de contrôle tarifaire permettant de favoriser la concurrence en infrastructures où elle est pertinente et de préserver la concurrence en services là où les sites de TDF sont essentiellement incontournables. Au cours du processus de révision de l'analyse du marché de la diffusion de la télévision hertzienne terrestre, le Conseil de la concurrence sera consulté formellement et amené à se prononcer sur la capacité du droit de la concurrence à remédier aux défaillances sur ce marché

**Question 2 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'application du « test des trois critères » au présent marché.



### **Sur l'existence de barrières élevées et non provisoires à l'entrée :**

**Sur le réseau principal** OneCast constate la quasi impossibilité de proposer des sites alternatifs pour les raisons suivantes :

- Points hauts stratégiques pour la diffusion hertzienne occupés par les infrastructures de l'opérateur historique de fait essentielles et incontournables,
- Initialisation du parc d'antennes de réception existant limitant fortement le périmètre d'emplacements possibles des sites alternatifs,
- Difficultés d'obtention des autorisations administratives pour dupliquer des infrastructures, de grande hauteur : longueur des démarches, préservation de l'environnement, développement durable, pression des associations de consommateurs, volonté des mairies de mutualiser

l'ensemble des services numériques sur le pylône existant de l'opérateur historique et lobbying de l'opérateur historique auprès des mairies,

- Difficulté à proposer des sites alternatifs de grande hauteur ayant une rentabilité économique sur 5 ans soit la durée des contrats de diffusion contractés auprès des multiplexes.

**Sur le réseau secondaire** la situation est quelque peu différente mais de nombreux obstacles maintiennent voire renforcent la position de l'opérateur historique. En plus des éléments évoqués ci-dessus tels que les contraintes liées à l'initialisation des antennes ainsi que la complexité des démarches administratives, d'autres barrières à l'entrée s'appliquent :

- Accélération du calendrier de déploiement permettant de facto de favoriser l'opérateur historique seul capable de déployer autant de sites permettant l'extinction de l'analogique en 2011 : sur les phases de déploiement du réseau secondaire, l'opérateur historique est bien souvent en concurrence sur moins de 50% des sites malgré l'existence de 3 concurrents alternatifs,
- Contrairement à l'opérateur historique, difficulté pour un opérateur alternatif à être présent sur tous les sites d'une même zone géographique limitant considérablement les économies rendues possibles par une stratégie mutualisant les coûts variables telle que la maintenance : l'opérateur historique peut ainsi évincer la concurrence en appliquant des remises commerciales sur des plaques de sites mêlant des sites sur lesquels il n'est pas en concurrence et des sites sur lesquels il est en concurrence,
- Economies de gamme dont seul l'opérateur historique peut bénéficier du fait de son positionnement pour fournir des services d'hébergement aux opérateurs Télécom par exemple. Le nombre de fréquences TNT opérées par un même opérateur technique sur un même site est une condition économique nécessaire permettant de positionner efficacement une offre technico commerciale d'un point de vue tarif (Cf. Annexe I - *protégée par le secret des affaires*).

### **Sur l'absence de perspectives d'évolution vers une situation de concurrence effective :**

OneCast rejoint l'Autorité sur la probabilité quasiment nulle de voir émerger une concurrence avec de nouveaux sites alternatifs sur le réseau principal constitué principalement d'infrastructures essentielles. Les deux premières phases de déploiement du réseau MR5 n'ont par exemple pas permis l'émergence d'infrastructures alternatives.

La renégociation des contrats de diffusion à partir d'avril 2010 pourrait aussi voir les chaînes confirmer les sites existants de l'opérateur historique afin de ne prendre aucun risque de perte de téléspectateurs (initialisation des antennes).

Concernant le réseau secondaire, même si il peut s'avérer plus simple de développer des sites alternatifs que sur le réseau principal, les barrières demeureront (difficultés administratives, initialisation des antennes) et l'opérateur historique reste surtout le seul acteur industriel à ce jour à pouvoir déployer autant de sites en aussi peu de temps – le calendrier de déploiement s'accéléralant fortement avec l'arrêt prévu de l'analogique en 2011.

Dans ce contexte, l'opérateur historique installe sa position dominante de façon durable sur le marché.

### **Sur l'insuffisance du droit de la concurrence seul pour remédier aux défaillances du marché :**

Devant la position particulièrement dominante de l'opérateur historique, le seul droit applicable des règles de la concurrence apparaît insuffisant tant l'écart est grand entre l'opérateur historique et ses concurrents.

La régulation apparaît comme la meilleure garantie pour la transparence des tarifs et contre les pratiques discriminatoires. Le contrôle doit aussi permettre de lutter efficacement contre les pratiques de subventions croisées si elles existent.

**Dans la suite du présent document, l'Autorité se place dans l'hypothèse où le test des trois critères est vérifié et où une régulation *ex ante* est mise en œuvre.**

### **c) Sur la délimitation du marché de gros amont pertinent**

L'Autorité propose de suivre une démarche analogue à celle retenue pour le premier cycle d'analyse de marché en s'interrogeant sur la délimitation d'un marché de gros pertinent des services de diffusion audiovisuelle, sur la base de la précédente recommandation « marché pertinents » de la Commission européenne.

#### **(i) Les services de diffusion de la télévision hertzienne terrestre à destination des terminaux fixes**

Au vu des développements présentés plus haut, il apparaît que si un marché de gros de la diffusion audiovisuelle devait être considéré comme pertinent pour une régulation *ex ante* s'agissant des trois prochaines années il intègrerait *a minima*, à l'instar du cycle précédent, les services de diffusion de télévision en mode analogique ainsi qu'en mode numérique.

En pratique, essentiellement du fait de la migration progressive des foyers d'une réception analogique vers une réception numérique, ces deux services apparaissent substituables, au moins de manière asymétrique à l'horizon des trois prochaines années.

#### **(ii) Le marché de gros amont des services de diffusion de la télévision hertzienne terrestre à destination des terminaux mobiles**

Au vu des récentes évolutions sur ce marché, il convient de s'interroger sur un éventuel changement de périmètre du marché de gros pertinent défini par l'Autorité dans sa décision n° 06-0160. Ces évolutions pourraient en effet conduire à inclure les services de diffusion de la TMP dans le marché.

La TMP, initialement exclue de l'analyse de marché de 2006, devrait en effet être une réalité à horizon trois ans et il convient d'analyser les conditions de commercialisation et de diffusion de ce nouveau service.

Techniquement, il s'agit d'une diffusion hertzienne terrestre avec une chaîne technique de diffusion classique. L'architecture réseau qui sera retenue *in fine* sera toutefois en partie différente de celle qui prévaut actuellement pour la TNT. D'une part le lancement de la TMP se fera dans le cadre d'une logique d'allotissement, alors que c'est une logique d'assignation qui a prévalu pour la TNT jusqu'ici, d'autre part les caractéristiques des sites nécessaires à la diffusion de la TMP sont susceptibles de différer significativement de celles des sites du réseau principal de la TNT. En effet, les sites de très grande hauteur pourraient ne pas être suffisants pour densifier la couverture et garantir une bonne réception à l'intérieur des immeubles. De ce point de vue, les plus petits sites situés en agglomération, typiquement des sites des opérateurs de téléphonie mobile, s'avèreront sans doute plus nécessaires.

Néanmoins, il n'est pas exclu que l'accès à certains sites existants de TDF, en particulier les sites principaux situés au cœur des grandes agglomérations françaises, permette de couvrir de manière plus efficace l'agglomération en question. En l'absence d'accès à ces



infrastructures, les diffuseurs alternatifs pourraient être contraints de multiplier le nombre de site de moindre hauteur pour assurer une couverture similaire, en supportant par ailleurs des coûts et des délais supérieurs.

En tout état de cause, des incertitudes demeurent sur le lancement de la TMP (modèle économique, identité des diffuseurs potentiels, calendrier de déploiement, etc.). Dans ce contexte, au-delà de la question de l'inclusion des services de gros de diffusion de la TMP dans le marché pertinent, il convient de s'interroger sur l'opportunité d'imposer des obligations à TDF sur ce segment de marché.

**Question 3 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion dans le marché de gros pertinent, des services de gros de diffusion de la TMP et sur l'opportunité d'imposer des obligations à TDF le cas échéant



Le réseau de diffusion TMP en mode DVB-H sera un réseau plus dense en nombre d'émetteurs que le réseau TNT en mode DVB-T, permettant ainsi de réduire les zones d'ombres potentielles à 1,5 m du sol.

Néanmoins, les études menées d'une part par TDF et d'autre part par les 3 opérateurs de téléphonie mobile français dans le cadre du Forum pour la Télévision Mobile ont montré que le réseau sera articulé autour des indispensables points hauts avec des émetteurs de forte puissance, complétés là ou cela s'avèrera nécessaire par des points d'émission moyens ou bas.

Les études technico financières datant de mai 2007 menées par les opérateurs Télécoms et TDF dans le cadre du forum TV mobile ont montré que pour une couverture de 30% de la population, un écart financier de l'ordre de 20% existait entre une solution basée sur des sites bas et une solution maximisant l'usage des sites hauts complétés çà et là de sites bas.

L'opérateur historique, par ailleurs détenteur des licences DVB-H en Autriche et opérateur technique du réseau a déployé un réseau DVB-H basé sur les points hauts existants.

Par ailleurs les opérateurs de diffusion seront très probablement dans l'obligation de proposer des solutions technico financières permettant de couvrir des zones géographiques complète, pour concourir aux appels d'offres du multiplexe TMP. Sans possibilité d'accès à l'ensemble des sites de l'opérateur historique aucune offre ne pourra être élaborée par les opérateurs alternatifs.

Les points hauts existants seront donc essentiels à la mise en œuvre du réseau DVB-H.

OneCast recommande l'inclusion dans le marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la TMP et d'imposer à l'opérateur historique des obligations d'offre commerciale dans les mêmes termes que ceux qui régiront le marché de gros de la TNT.

### (iii) Le marché de gros amont des services de diffusion de la radio en mode FM

L'Autorité avait considéré lors du premier cycle d'analyse de marché que la grande majorité des sites de diffusion hertzienne terrestre de services de radio en mode FM détenus par TDF était aisément répliquable. L'Autorité avait alors décidé que les conditions du marché de gros des services de diffusion de la radio en mode FM ne nécessitaient pas la mise en place d'un dispositif de régulation sectorielle *ex ante*, et précisé qu'elle continuerait à être vigilante quant à l'évolution de ce marché.

**Question 4 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode FM.





Le positionnement de OneCast concerne essentiellement les modes de diffusion en numérique.

Néanmoins, la non régulation *ex ante* de ce marché de gros serait de nature à permettre la pratique de subventions croisées entre marchés. Aussi OneCast préconise à minima le contrôle par l'Autorité des pratiques de l'opérateur historique sur ce marché dans un souci de transparence.

(iv) Le marché de gros amont des services de diffusion de la radio numérique

La radio numérique, exclue du périmètre de l'analyse de marché de 2006, pourrait être lancée dans le courant de l'année 2009. La diffusion étant omnidirectionnelle comme en FM, il n'y aura pas de contrainte de directivité des antennes. Ainsi, comme en FM, sauf contraintes géographiques particulières, la plupart des sites qui seront retenus pour la diffusion de la radio numérique devraient être aisément répliqués. En outre, la logique d'allotissement qui pourra être retenue devrait faciliter le positionnement de diffuseurs alternatifs.

**Question 5 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'exclusion ou l'inclusion du marché de gros pertinent des services de gros de diffusion de la radio en mode numérique.



En radio numérique comme en TNT et DVB-H, les sites hauts seront largement utilisés car incontournables.

De plus la non nécessité de co-localiser les sites de diffusion alternatifs avec les sites historiques TDF (diffusion omnidirectionnelle, allotissement) n'implique pas pour autant que le déploiement de sites alternatifs en quantité importante est chose simple: la complexité et la longueur des démarches administratives resteront une barrière importante à l'entrée.

Par ailleurs, la logique d'allotissement peut amener les radios à mettre sur le marché des appels d'offre visant des zones de couverture complètes comprenant plusieurs sites de diffusion alors que dans le cas d'une logique d'assignation, la mise en concurrence s'opère site à site. Cette logique d'allotissement peut donc renforcer la difficulté pour un opérateur alternatif à se positionner de manière exhaustive sur tous les sites d'une zone donnée. Il est donc pertinent de réguler le marché de gros amont des services de diffusion de la radio numérique.

OneCast recommande l'inclusion dans le marché pertinent, les services de gros de diffusion de la Radio numérique et d'imposer à l'opérateur historique des obligations d'offre d'hébergement dans les mêmes termes que ceux qui régiront le marché de gros de la TNT.

(v) Le marché de gros amont des services de diffusion de la télévision par câble, ADSL, fibre optique et satellite

Dans la décision n° 06-0160 suscitée, l'Autorité a conclu que les offres de gros de diffusion de programmes télévisuels par câble et par ADSL et les offres de gros de diffusion de programmes télévisuels par les réseaux hertziens terrestres n'étaient pas substituables. Cette analyse semble rester valable à l'horizon de la précédente analyse. En outre, les services de diffusion sur ADSL, font d'ores et déjà l'objet d'une régulation *ex ante*, par le biais du dégroupage de la boucle locale, reconduite par la décision n°2008-0835. L'Autorité considère donc qu'il n'y a pas lieu de prévoir de mesures spécifiques à l'occasion de la révision de l'analyse de marché. S'agissant enfin du satellite, l'Autorité considère toujours,

à l'instar de la Commission européenne, que ce marché pourrait faire l'objet d'une analyse transnationale.

#### **d) Sur les remèdes imposés s'agissant de la diffusion de la TNT**

##### **(i) L'évolution des obligations de contrôle tarifaire**

Au terme de sa décision n° 06-0161 du 6 avril 2006, l'Autorité a imposé à TDF de ne pas pratiquer des tarifs d'éviction ou excessifs pour ses offres de gros de diffusion de la TNT, ainsi que pour les prestations qui y sont associées. Comme indiqué au point 2.b.ii, ce dispositif vise essentiellement à atteindre deux objectifs :

- promouvoir la concurrence en infrastructures là où il est économiquement pertinent de dupliquer ces sites ;
- éviter que sur les sites non répliquables, l'opérateur historique ne tire avantage de son monopole de fait pour pratiquer des tarifs d'accès et d'hébergement abusivement élevés.

Grâce au tableau de bord de la concurrence dans la diffusion de la TNT qu'elle publie périodiquement depuis mars 2007, l'Autorité dispose désormais d'informations plus fournies s'agissant des zones sur lesquelles la concurrence s'est peu développée et où les sites de TDF sont susceptibles de ne pas être répliquables. En pratique, il apparaît que la part de sites alternatifs sur le réseau principal s'élève à 5,2 % en moyenne. Ceci semble dû à un degré de répliquabilité des sites de TDF très faible comme indiqué dans la partie 2.d. Cela s'explique essentiellement par des raisons économiques et du fait des caractéristiques des sites, mais aussi par un calendrier de déploiement soutenu et des contraintes inhérentes aux difficultés d'obtention des autorisations de construction. Force est de constater que la régulation en place depuis le printemps 2006 n'a pas conduit à une amélioration significative de la part de sites alternatifs sur le réseau principal. En revanche, les premiers résultats pour le réseau complémentaire semblent montrer que les sites de TDF sont possiblement répliquables. Il est cependant encore trop tôt pour tirer des conclusions sur ce point compte tenu du faible volume déployé à ce jour.

De manière générale, les obligations de contrôle tarifaire susceptibles d'être imposées à TDF et leur mise en œuvre devront s'apprécier au regard de l'évolution que devrait connaître son modèle économique durant les trois prochaines années du fait de l'extinction de la diffusion analogique et du développement de nouveaux services (télévision mobile personnelle, radio numérique, etc.)

À ce stade, deux scénarios peuvent être envisagés pour les obligations tarifaires qui pourraient être imposées à TDF au titre de la régulation *ex ante* au terme du deuxième cycle d'analyse des marchés.

##### **Scénario n° 1**

Dans ce scénario, l'Autorité maintiendrait en l'état les obligations tarifaires qui incombent à TDF, c'est-à-dire la proscription des tarifs d'éviction et des tarifs excessifs sur l'ensemble des sites de diffusion de la TNT de TDF.

Cette option s'appuierait sur la possibilité selon laquelle tout diffuseur peut proposer un site alternatif lors du renouvellement des contrats, *a priori* cinq ans après la mise en service des sites concernés, qui constitue la durée standard des contrats dans le secteur. On pourrait alors assister à une amélioration de la part de sites alternatifs.

En effet, dans la mesure où les zones retenues par le CSA pour les phases passées sont désormais connues depuis un à trois ans selon les phases, les contraintes de temps dues au calendrier serré de déploiement de la TNT pourraient ne plus constituer de fait un obstacle à la recherche ou à la construction de sites alternatifs.

Néanmoins, au vu des difficultés de réplique des sites du réseau principal relevées en partie 3.d et des premiers résultats des appels à candidatures pour le multiplexe R5, il convient de s'interroger sur un tel scénario, au moins en ce qui concerne le réseau principal. S'agissant de sites couvrant d'importantes populations, les multiplexes pourraient notamment se montrer réticents à prendre des risques de coupure du signal ou de perte d'initialisation dus à l'orientation des antennes vers le site historique de TDF.

## **Scénario n° 2**

Il pourrait être envisagé d'imposer à TDF l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondants pour un ensemble de sites non répliquables, dont il n'est pas exclu, au vu des éléments présentés dans la partie 2.d, qu'il constitue une infrastructure essentielle, le dispositif existant étant maintenu pour les autres sites. Dans ce second scénario, une distinction serait alors nécessaire entre un ensemble de sites non répliquables détenus ou gérés par TDF et les autres sites.

Ce dispositif tarifaire pourrait constituer une réponse au bilan concurrentiel mené précédemment, constatant l'absence de sites alternatifs dans la quasi-totalité des zones du réseau principal de la TNT.

À ce titre, l'Autorité relève que, dans sa décision n° 02-MC-04 du 11 avril 2002 relative à une demande de mesures conservatoires présentée par la société Antalis TV, le Conseil de la concurrence n'avait pas écarté la qualification d'infrastructure essentielle pour les premiers sites du réseau principal, sur lesquels il était saisi. Il avait en effet précisé qu'il ne pouvait « être exclu, à ce stade de l'instruction, que les sites de TDF situés dans les 29 zones définies par le CSA, dans son appel à candidatures du 24 juillet 2001, constituent une infrastructure essentielle à laquelle TDF serait tenue de proposer l'accès à des conditions transparentes, non discriminatoires et orientées vers les coûts ».

Dès lors, l'approche visant à favoriser la concurrence en infrastructures pourrait ne plus être pertinente pour cette catégorie de sites et l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts, pour les prestations de gros telles que l'hébergement ou l'utilisation des systèmes antennaires pourrait être souhaitable.

S'agissant des sites de moindre hauteur situés en plaine, ce qui est notamment le cas de la plupart des sites du réseau complémentaire, le tableau de bord de l'Autorité semble indiquer qu'une concurrence en infrastructures est possible. Pour cette autre catégorie de sites, il serait alors nécessaire dans ce scénario de maintenir le dispositif tarifaire de proscription des tarifs d'éviction.

Pour cette seconde catégorie de sites, TDF serait dans ce cadre contrainte de pratiquer pour ses offres de gros, des tarifs ne pouvant être inférieurs aux coûts consentis par un opérateur alternatif pour déployer son propre site. Néanmoins, dans la mesure où ces derniers pourraient ne pas être en mesure de proposer des sites alternatifs dans toutes les zones définies par le CSA, du fait notamment de la volumétrie nécessaire pour atteindre la couverture de 95 % de la population avant le 30 novembre 2011, TDF pourrait n'être exposée à aucune pression concurrentielle en dépit de la répliquabilité économique de cette catégorie de sites. Dans ce scénario, il pourrait donc être utile de limiter la liberté tarifaire de TDF en lui imposant l'obligation de ne pas pratiquer de tarifs excessifs.

Ainsi, le dispositif tarifaire envisagé serait double. Il introduirait l'obligation de pratiquer de tarifs reflétant les coûts correspondants pour un ensemble de sites non répliquable et reconduirait le dispositif du cadre actuel pour les autres sites. Dans ce cas, il appartiendrait à l'Autorité de définir *ex ante* l'ensemble de sites non répliquable.

En première approche, au vu des résultats observés dans le cadre du tableau de bord de la diffusion de la TNT, il pourrait s'agir des sites du réseau principal analogique et du réseau principal numérique.

Cette approche serait cohérente avec celle du Conseil de la concurrence, qui invitait dans sa décision n° 02-MC-04 en date du 11 avril 2002 relative à une demande de mesures conservatoires de la société Antalis à l'encontre de TDF, à regarder la répliquabilité des sites de TDF par regroupement cohérent de sites. Il avait en effet considéré que « *la question de la reproductibilité [des sites de TDF] ne se [posait] pas site par site mais pour l'ensemble du réseau* ».

Les acteurs sont cependant invités à préciser si d'autres critères que l'appartenance au réseau principal analogique ou numérique leur paraissent pertinents. Parmi ces critères pourraient notamment figurer :

- l'existence d'un site concurrent ;
- la hauteur du pylône ;
- la nature du sol ;
- la localisation géographique ;
- les obstacles liés aux contraintes d'urbanisme et des collectivités territoriales.

**Question 6 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur ces deux scénarios et à proposer s'ils le jugent pertinents d'autres scénarii. En particulier, dans le cas du scénario 2, les contributeurs sont invités à commenter la distinction proposée par l'Autorité et, s'ils la jugeaient inappropriée, à indiquer précisément d'une part l'ensemble de sites de TDF qu'ils estiment non répliquable, et d'autre part l'ensemble des critères sur lesquels ils considéreraient pertinent d'opérer cette distinction.



### Sur les sites non répliquables :

OneCast constate que les obligations pesant sur l'opérateur historique jusqu'à présent n'ont pas permis l'émergence d'une concurrence significative sur le marché de gros de la diffusion TNT.

OneCast constate que la **hauteur de pylône** est l'une des barrières fortes à l'existence de sites alternatifs. En effet au-delà de 50 mètres, aucun site alternatif – excepté le site TowerCast de Paris Sud - n'a vu le jour.

La **localisation géographique** d'un site représente également un critère important de non répliquabilité :

- Difficultés d'accès (Exemples : Clermont Puy de Dôme, Pic du Midi...),
- Sites situés en zones désormais protégées rendant impossibles la construction d'un nouveau site (sites classés, volonté des collectivités locales, pression des associations de consommateurs, etc.).

Ces sites importants (hauteur, nombre de panneaux) ne sont également pas duplicables pour des **raisons économiques**, la rentabilité économique étant impossible compte tenu de la durée des contrats, du nombre de services hébergés et du manque de rentabilité liée à l'historique de ces sites.

L'ensemble de ces contraintes a par ailleurs largement été explicité par l'Autorité elle-même ainsi que par l'ensemble des opérateurs alternatifs dans leurs réponses respectives aux consultations précédentes de l'Autorité.

**OneCast propose ainsi en annexe II une liste *non exhaustive* de sites qui doivent donc être considérés comme non répliquables et sur lesquels doit s'exercer une régulation propre aux infrastructures essentielles (Cf. annexe II – *protégé par le secret des affaires*). Par ailleurs, cette liste ne concerne pas exclusivement des sites du réseau principal.**

Pour ces sites, la concurrence ne peut s'exercer que sur la seule partie émission. OneCast informe à ce titre l'Autorité sur le fait qu'en tant qu'opérateur alternatif OneCast répercute de manière transparente les tarifs d'hébergement à ses clients (sont également répercutées les éventuelles baisses en cours de contrat).

OneCast souhaite que l'opérateur historique ne puisse pas appliquer des tarifs excessifs pour les sites considérés comme infrastructures essentielles non répliquables, ce qui pourrait, dans le cas contraire, lui permettre d'appliquer des tarifs d'éviction sur des sites répliquables et évincer ainsi la concurrence tout en conservant une marge commerciale identique au global.

**La liste de sites non répliquables fournie par OneCast se veut non exhaustive.** En effet, cette liste doit pouvoir évoluer de manière incrémentale, dans la mesure où un opérateur alternatif ne peut connaître de manière exhaustive l'ensemble des contraintes d'aménagement du territoire pour les milliers de sites concernés par les services de diffusion audiovisuelle. **Au cours de ses recherches de sites alternatifs, un opérateur alternatif peut démontrer la non répliquabilité d'un site.** Par exemple, sur le site de Monistrol sur Loire 1 qui peut de prime abord s'avérer répliquable (site du réseau secondaire de faible hauteur), OneCast s'est heurté à une association de consommateurs soutenue par la collectivité locale empêchant ainsi tout projet de construction de nouveau site. A ce titre, le site de Monistrol sur Loire 1 n'est pas répliquable et l'opérateur historique devrait être contraint d'orienter ses tarifs au coût réel.

**OneCast rejoint donc l'analyse pertinente de l'Autorité et qui s'appuie par ailleurs sur un rendu du conseil de la concurrence, et opte sans réserve pour le scénario 2 pour la liste de sites fournie en Annexe II : les prix pratiqués sur le marché de gros amont pour les sites non répliquables doivent être orientés coûts. Cette orientation vers les coûts doit également et bien évidemment prendre en compte l'ensemble des cessions à titres gratuites faites à l'opérateur historique et qui ne doivent pas être facturées à ce titre.**

De manière pragmatique, OneCast propose, dans un premier temps, d'imposer cette régulation à l'opérateur historique sur une liste restreinte de sites pour lesquels la non répliquabilité est évidente et d'enrichir cette liste de manière incrémentale sous l'impulsion des opérateurs alternatifs et des sociétés de multiplexes et sur la bases de critères objectifs validés par l'Autorité.

#### **Sur les sites répliquables :**

OneCast souhaite que la concurrence en infrastructure puisse s'exercer sur les sites répliquables et est favorable à la reconduite du dispositif du cadre actuel pour ces sites avec cependant les aménagements suivants.

Il convient en effet de prendre en compte le fait que même si un site est techniquement répliquable, le volume important de sites à déployer dans un planning très serré, représente une contrainte législative majeure expliquant le peu de concurrence que ce soit sur le marché amont ou sur le marché aval. OneCast propose ainsi d'aménager la régulation actuelle pour limiter l'impact de cette contrainte.

#### **Prestations connexes et Périmètre de l'offre de gros :**

L'Autorité insiste à juste titre sur le fait que *[dans la mesure où ces derniers – les opérateurs alternatifs – pourraient ne pas être en mesure de proposer des sites alternatifs dans toutes les zones définies par le CSA, du fait notamment de la volumétrie nécessaire pour atteindre la couverture de 95 % de la population avant le 30 novembre 2011, TDF pourrait n'être exposée à aucune pression concurrentielle en dépit de la répliquabilité économique de cette catégorie de sites. Dans ce scénario, il pourrait donc être utile de limiter la liberté tarifaire de TDF en lui imposant l'obligation de ne pas pratiquer de tarifs excessifs.]*

Afin de limiter cette liberté tarifaire que l'opérateur historique a de part sa position dominante, liberté qui va s'accroître avec l'accélération du calendrier de déploiement, OneCast fait deux propositions :

- **Contraindre l'opérateur historique à facturer les prestations que OneCast qualifie de connexes** telles que la réception du signal, l'énergie, les travaux d'aménagements du site (cf. bordereau de prix) ainsi que les études (Diff HF, hébergement, accès énergie, etc.) aux **coûts réels** avec pour objectifs suivants :
  - Ne pas pénaliser l'opérateur alternatif si ce dernier n'a pu identifier de scénario alternatif et décide d'être hébergé chez l'opérateur historique,

- Empêcher l'opérateur historique de pratiquer des tarifs élevés sur les sites sur lesquels il n'est pas en concurrence et des tarifs bas sur les sites sur lesquels l'opérateur historique est en concurrence, ces tarifs bas étant rendus possibles grâce aux marges obtenues sur les sites où aucune concurrence ne s'exerce, Cette pratique commerciale associée à une logique de remise par plaque vise en effet à évincer la concurrence.
- **Etendre le périmètre du marché de gros afin de faciliter aux opérateurs alternatifs le positionnement sur des zones géographiques complètes d'exploitation en proposant un ensemble cohérent et exhaustif de sites permettant de couvrir complètement une zone donnée.** En effet, un opérateur alternatif, tant pour des raisons économiques (volume d'investissement) que pour des raisons opérationnelles (volume de sites à déployer en un temps limité) ne peut répondre sur l'ensemble des sites d'une zone donnée. Le périmètre du marché de gros peut ainsi être élargi à l'image de l'offre Diff HF qui n'est pas une simple prestation d'hébergement. Ainsi de manière similaire à l'offre Diff HF, l'opérateur historique pourrait notamment être contraint de proposer une offre « *Emetteur HF* » intégrant l'émetteur, l'alimentation électrique de ce dernier et sa supervision, l'opérateur alternatif pouvant en assurer la maintenance ou encore une offre « *Réception du signal* » (cf exemples ci-dessous).

#### **Problèmes d'aménagement:**

OneCast a par ailleurs déjà été confronté à des problèmes d'aménagement même si globalement la relation opérationnelle avec l'opérateur historique demeure de qualité :

- Exemple sur le site de Briançon TDF, OneCast n'a pu installer ses propres équipements de réception satellite : l'opérateur historique a cependant proposé d'héberger OneCast tout en facturant à OneCast une prestation de mise à disposition du signal reçu par satellite.
- Exemple du site de Bellerive TDF où l'expression de besoin initiale de OneCast prévoyait 4 antennes UHF de réception ce à quoi TDF a répondu par une offre d'hébergement des 4 antennes UHF avec un tarif excessif (désormais inclus dans la nouvelle offre TDF version 7)

Ces difficultés d'aménagement renforce la proposition faite par OneCast de contraindre l'opérateur historique à étendre le périmètre de son offre de gros (avec notamment une « offre de réception du signal » pour les exemples cités ci dessus). OneCast souhaite également sécuriser l'applicabilité de l'offre d'hébergement de l'opérateur historique. Dans le cas où cette offre ne serait pas objectivement applicable, l'opérateur historique se doit de proposer à l'opérateur tiers une offre spécifique (fourniture du signal reçu par satellite / UHF, hébergement dans la même salle que l'opérateur historique, etc..).

#### **(ii) Evolutions envisagées s'agissant de l'obligation transparence**

Dans sa décision n° 06-0161 du 6 avril 2006, l'Autorité a imposé à TDF, au titre de l'obligation de transparence, de publier ses offres de gros amont de diffusion de la TNT. Cette offre n'est pas une offre de référence, comme peut l'être par exemple l'offre de gros d'accès à la boucle locale de France Télécom. A ce stade, l'Autorité n'est donc pas en mesure de la modifier.

#### **Modalités de publication**

Historiquement, TDF mettait en ligne sur son site Internet les prestations relatives aux seuls sites correspondants aux derniers gabarits publiés par le CSA. Ainsi, une fois les sites ouverts, TDF retirait de son site Internet lesdites prestations.

Ainsi, afin de pouvoir suivre de manière permanente les évolutions apportées à l'offre de gros de TDF, il pourrait être souhaitable que TDF publie sur son site Internet l'intégralité des prestations fournies au titre de ses offres régulées, y compris pour les phases déjà déployées, et maintienne en ligne les évolutions qui leur seront apportées à l'avenir.

#### **Préavis en cas de modification de l'offre technique et tarifaire**

La question du calendrier de déploiement de la TNT, déjà essentielle s'agissant du réseau principal, demeure structurante pour le déploiement du réseau complémentaire compte tenu de la volumétrie des sites à déployer.



Il apparaît utile d'encadrer précisément le calendrier de publication des prestations de TDF, lorsqu'il s'agit d'un nouveau site mais également lorsque TDF est amenée à modifier les conditions techniques et tarifaires de son offre pour un site existant.

Le dispositif actuel prévoit que TDF est tenue de respecter un préavis de trois mois lorsqu'elle souhaite modifier son offre. Cela concerne donc les modifications techniques et tarifaires que peut opérer TDF sur ses offres existantes.

En pratique, les diffuseurs alternatifs ont rencontré au cours des derniers mois des difficultés quant au délai de publication de la première prestation technique et tarifaire proposée par TDF pour ses offres de gros sur un site donné. Ces difficultés ont été relevées dans la partie 2.e.iv du présent document. Il apparaît donc souhaitable de préciser les modalités de cette obligation.

En effet, au vu du calendrier de déploiement de la TNT et du délai généralement court accordé aux diffuseurs par les multiplexes entre la publication des gabarits par le CSA et la date limite de fourniture des réponses à leurs appels d'offres, il est souhaitable que, pour un site donné, TDF puisse publier une offre technique et financière complète dans un délai maximum à partir de la publication des gabarits par le CSA. En outre, il semble nécessaire que cette offre ne puisse pas être modifiée unilatéralement par TDF avant la mise en service des sites correspondants, sauf accord de l'ensemble des diffuseurs alternatifs. Un délai d'un mois apparaît suffisant pour permettre aux concurrents de TDF de formuler des offres aux multiplexes dans un calendrier raisonnable.

Pour remédier à ces mêmes difficultés, il pourrait également être envisagé d'imposer à TDF de publier ses offres de gros amont au moins deux mois avant de formuler les offres correspondantes sur le marché aval.

**Question 7 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur les différentes évolutions envisagées s'agissant des modalités de publication des offres de gros de TDF, en particulier sur la pertinence d'une obligation incombant à TDF de respecter :

- un préavis minimal de trois mois avant toute modification technique ou tarifaire de son offre publique ;
- un délai maximal d'un mois pour la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires correspondantes de ses offres de gros, à compter de la publication des gabarits par le CSA ;
- un délai minimal de deux mois entre la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires des offres de gros de TDF et l'offre correspondante de TDF auprès d'un multiplexe sur le marché aval.



### **Sur le préavis de 3 mois avant toute modification technique ou tarifaire de son offre publique :**

OneCast souligne l'exemple de Villers Cotterêts où l'opérateur historique a modifié son offre d'hébergement au moment où les multiplexes analysaient les réponses aux appels d'offres, ce qui a faussé le jeu de la concurrence.

#### **Contexte du site de Villers**

Ce site important (site TDF de plus de 200 m de hauteur) sert à couvrir les trous de couverture non couverts par les sites déjà déployés d'Amiens, Reims, Meaux et Hirson. Emmettel a proposé à OneCast de déployer un site alternatif au site historique de Villers. **Ce site alternatif (2500 W de PAR / Hauteur d'antenne 35m) avait une couverture beaucoup moins importante que le site TDF historique dans sa configuration initiale (2500 W de PAR / Hauteur d'antenne 250m), site TDF qui lui n'est pas répliquable. Il a été démontré qu'il était tout à fait possible de démarrer avec un site couvrant moins, site qui pourrait ensuite être complété par quelques sites secondaires (4 ou 5 sites pour couvrir notamment Soissons équipé également d'un réémetteur déployé plus tard, Nyon,**

**Compiègne ...).** Certains multiplexes étaient prêts à déployer un site couvrant moins dans un 1er temps quitte à le compléter plus tard par d'autres sites.

#### **Epilogue commercial du site de Villers**

D'un point de vue tarif, l'offre Diff HF TDF pour Villers était dans sa configuration initiale (2500 W de PAR / Hauteur d'antenne 250m) de 218 k€. Suite aux propositions technico commerciales d'Emettel et de OneCast, l'opérateur historique a revu unilatéralement et plusieurs fois à la baisse son offre technico financière Diff HF - en l'espace de quelques semaines - faisant passer l'offre Diff HF à 177 k€ (2000 W de PAR / Hauteur d'antenne 250m) puis à 65 k€ (459 W de PAR / Hauteur d'antenne 150m) au final. Cette dernière offre d'hébergement faite par TDF a permis à l'opérateur historique d'évincer l'offre de site alternatif sur la zone de Villers, le site alternatif n'ayant pas été déployé. **Il est d'ailleurs intéressant de noter que la dernière offre d'hébergement de l'opérateur historique se situait à un niveau tarifaire aligné sur les tarifs rendus possibles grâce à la proposition alternative.**

**OneCast soutient la position de l'Autorité sur le préavis de 3 mois.**

**Sur le délai maximal de un mois pour la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires correspondantes de ses offres de gros, à compter de la publication des gabarits par le CSA :**

Ne pas imposer cette obligation conserverait à l'opérateur historique son avantage considérable dans la connaissance des paramètres techniques et financiers permettant de construire les offres du marché aval. En effet l'opérateur historique dispose très rapidement de ces informations et les publie parfois très tardivement.

**OneCast soutient la position de l'Autorité sur le délai maximal de 1 mois.**

**Sur le délai minimal de deux mois entre la publication, sur un site donné, des prestations techniques et tarifaires des offres de gros de TDF et l'offre correspondante de TDF auprès d'un multiplexe sur le marché aval :**

L'application de ce délai minimal permettrait de compenser l'avantage de connaissance amont des paramètres techniques et financiers de l'opérateur historique en donnant le temps nécessaire aux diffuseurs alternatifs.

**OneCast soutient la position de l'Autorité sur le délai minimal de 2 mois.**

Le fait que la procédure d'attribution mise en place par le CSA pourrait être remplacée par une procédure d'allotissement à partir de la phase 8 dans le cadre de l'extension de la TNT, ne doit par ailleurs pas exempter l'opérateur historique de publier son offre de gros pour les sites permettant d'assurer une couverture TNT à l'intérieur de la zone d'allotissement définie par le CSA.

#### **Modalités de publication**

Pouvoir avoir accès à l'historique des offres est nécessaire dans un souci de contrôle de l'évolution des offres technico financières de l'opérateur historique. Par ailleurs tous les sites déjà déployés et ceux déjà planifiés doivent faire l'objet d'une publication accessible à tout moment.

#### **La publication d'une offre de référence**

Au regard des difficultés soulevées dans les parties 2.e.iii et iv, et dans la mesure où le dispositif de régulation *ex ante* mis en place au terme du premier cycle d'analyse des marchés n'a pas suffi à permettre le développement d'une concurrence satisfaisante, il pourrait être envisagé d'imposer à TDF au titre de l'obligation de transparence de publier une offre de référence sur tout ou partie des prestations qu'elle offre sur le marché de gros de la diffusion de la télévision hertzienne terrestre.

En effet, l'existence et la publication d'une offre de référence vise notamment à pallier le faible pouvoir de négociation des diffuseurs alternatifs clients des offres de TDF, à garantir que TDF ne se livre pas à des pratiques discriminatoires au détriment de certains d'entre

eux, à leur apporter la visibilité et la stabilité nécessaires à l'élaboration de leur plan de développement et à permettre de découpler les prestations de sorte qu'ils n'ont à payer que ce dont ils ont besoin.

Ceci pourrait être particulièrement nécessaire, dans l'hypothèse du scénario de régulation tarifaire n° 2, pour l'ensemble des sites non répliquable soumis à l'orientation vers les coûts.

En outre, contrairement à l'obligation imposée à TDF dans le dispositif actuel, une offre de référence permet à l'Autorité d'avoir davantage de prise sur les éléments qu'elle contient, ainsi que sur ses modalités de publication. L'Autorité peut en particulier si elle l'estime nécessaire adopter une décision venant la modifier.

**Question 8 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur l'opportunité d'imposer à TDF l'obligation de publier une offre de référence sur tout ou partie de ses prestations de gros.



OneCast soutient l'Autorité dans sa volonté d'imposer à l'opérateur historique l'obligation de publier une offre de référence sur l'ensemble des prestations de gros.

Cela permettrait à l'Autorité de pouvoir plus facilement contrôler et le cas échéant modifier les offres technico financières de l'opérateur historique notamment dans le cadre de l'orientation aux coûts réels des prestations connexes et des offres d'hébergement associées aux sites non répliquables.

A ce jour, l'opérateur historique utilise oralement systématiquement comme argument le fait que son offre tarifaire est encadrée par l'Autorité et qu'à ce titre elle est non négociable mais que dans le cas contraire, une négociation serait possible voire que certains tarifs pourraient être revus à la baisse.

### (iii) Structure et niveau de détail des offres de gros de TDF

#### **Tarification des études**

Les études relatives au système antenneaire réalisées par TDF suite à la publication des gabarits par le CSA sont nécessaires pour permettre à la fois aux diffuseurs alternatifs et à TDF de répondre aux appels d'offres des multiplexes. Elles sont à ce jour facturées à l'acte par TDF aux diffuseurs alternatifs et ce, indépendamment du diffuseur qui sera choisi *in fine* par chaque multiplexe.

En pratique, un diffuseur alternatif peut se voir facturer des frais d'étude pour un site et une fréquence donnés sans être retenu sur le marché aval.

Dans un contexte où TDF conserve une part de marché très supérieure à 50 % sur le marché aval, ces frais d'étude peuvent conduire les diffuseurs alternatifs à limiter pour des raisons financières le nombre de fréquences/sites pour lesquels ils répondent aux appels d'offres des multiplexes.

En conséquence, afin de favoriser le développement de la concurrence sur le marché aval, il pourrait être souhaitable que les frais d'études soient intégrés dans les tarifs récurrents des offres de gros de TDF utilisés à la fois par les diffuseurs alternatifs et TDF elle-même.

**Question 9 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la pertinence d'une intégration des frais d'études dans les tarifs récurrents de ses offres de gros.



OneCast est favorable à une telle mesure. Ainsi, un diffuseur alternatif ne paierait les études Diff HF uniquement dans le cas où il serait retenu sur le marché aval et pourrait donc beaucoup plus facilement

se positionner sur un nombre plus important de sites mis en concurrence : ces frais d'étude sont à considérer comme des frais d'accès payables en une fois et facturés une seule fois lors de la mise en service du site par un opérateur alternatif.

L'opérateur historique pourrait ainsi publier sur son site Internet l'ensemble des caractéristiques techniques importantes permettant aux opérateurs alternatifs de proposer des sites utilisant le système antenne de l'opérateur historique, à savoir à minima :

- Localisation du site
- Hauteur d'antenne
- Pertes feeder indoor
- Puissance maximale admissible
- Diagrammes de rayonnement calculés horizontaux et verticaux (+ fichier .txt associé)
- PAR Max
- Gain et Perte

OneCast considère également que les tarifs des études diff. HF sont excessifs et a mis en demeure l'opérateur historique à ce sujet dans un courrier daté du 6 juin 2008. L'opérateur historique nous a répondu par un courrier en date du 28 juin 2008 indiquant que les tarifs pratiqués par TDF sont « parfaitement justifiés relativement aux coûts générés en interne pour la réalisation de ces études » et a insisté sur le fait que le « coût mensuel pendant la durée du contrat d'une étude Diff HF sur le réseau secondaire n'était que de 5.06€HT par fréquence » sur un site donné.

OneCast considère de la même façon que les tarifs des études d'implantation et de réalisation hébergement TNT sont également excessifs et demande à l'Autorité de contrôler si les tarifs de l'opérateur historique reflètent bien les coûts générés en interne.

#### ***Distinction des offres de gros « DiffHF-TNT » et « Hébergement TNT »***

L'Autorité a relevé au point 2.e.v que les diffuseurs alternatifs recouraient systématiquement conjointement aux offres « Hébergement TNT » et « DiffHF-TNT » lorsqu'ils se positionnaient sur un site de TDF.

L'absence de recours à la seule offre d'hébergement peut être due à un manque d'appétence des diffuseurs alternatifs pour installer leur propre système antenne ou encore à une inadéquation de cette offre à leurs besoins.

**Question 10 :** L'Autorité invite les contributeurs à indiquer les raisons qui peuvent conduire actuellement les diffuseurs clients de TDF à ne jamais souscrire à l'offre d'hébergement seule, ainsi que sur les obligations qui pourraient être pertinentes et proportionnées pour y remédier.



Cette absence de recours à cette offre d'hébergement s'explique pour :

- Des raisons économiques (Cf. Annexe I),
- Des raisons techniques : surcharge sur le pylône pouvant impliquer un surcoût pour renforcer le pylône afin d'accueillir un nouveau système antenne de diffusion, l'opérateur historique précisant dans son offre d'hébergement que *certaines sites qui présentent des caractéristiques particulières font l'objet d'une tarification sur devis* ou nécessité de positionner les nouvelles antennes d'émission à une hauteur inférieure à celle requise par le CSA dont la planification s'appuie largement sur les antennes analogiques existantes.

- (iv) Obligation de transmettre des informations relatives aux offres proposées sur le marché aval

Afin d'apprécier l'impact de la régulation du marché de gros amont sur le fonctionnement du marché de gros aval, il serait souhaitable que l'Autorité puisse suivre au fil de l'eau des informations relatives aux offres de gros aval proposées par TDF aux multiplexes,

notamment les contrats et leurs annexes, autrement que par les restitutions comptables produites après la fin de chaque exercice.

**Question 11 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur la pertinence d'une obligation de transmettre des informations relatives aux offres proposées par TDF sur le marché aval.



Dans une logique de complémentarité des informations dont dispose l'Autorité lui permettant d'apprécier pleinement le comportement du marché et de l'opérateur dominant, il nous apparaît comme essentiel que l'Autorité ait accès à ces informations, notamment afin de s'assurer de l'absence de subventions croisées entre hébergement et émission, avec la vente à perte du service émission.

Il est également important de s'assurer que l'opérateur historique s'applique bien à lui-même ses offres régulées d'hébergement dans la mesure où les opérateurs techniques communiquent auprès des sociétés de multiplexe le tarif hébergement ainsi que celui d'émission de manière transparente.

(v) Maintien des autres obligations imposées à TDF

Au vu du bilan concurrentiel et opérationnel mené dans la partie 2 du présent document, il est proposé de maintenir pour TDF l'ensemble des autres obligations imposées lors du précédent cycle d'analyse de marché, à savoir l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès, ainsi que les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable.

**e) Sur l'opportunité d'imposer des remèdes s'agissant de la diffusion de programmes télévisuels en mode analogique**

Dans sa décision n°06-0161 suscitée, l'Autorité avait relevé que l'extinction programmée de la télévision analogique terrestre et l'évolution, en légère baisse, des tarifs de diffusion des éditeurs, montrait la décroissance régulière de ce marché depuis près de dix ans.

Dans un contexte où l'extinction de la diffusion hertzienne analogique est désormais prévue au plus tard pour le 30 novembre 2011, il apparaît d'autant moins probable désormais qu'un opérateur de diffusion, concurrent de TDF, se positionne de manière significative sur l'ensemble du marché de la diffusion hertzienne terrestre en proposant des services de diffusion en mode analogique. D'autant plus que le segment des services de diffusion de la télévision analogique terrestre nécessite des investissements plus importants que pour la TNT par exemple (émetteurs de plus forte puissance...).

En outre, l'Autorité note que la plupart des contrats de diffusion analogique ne seront plus renouvelés, à l'exception du renouvellement pour le début de l'année 2009 des contrats de diffusion analogique du groupe France Télévisions.

Au surplus, il convient de rappeler que la société Emettel, seul diffuseur à avoir manifesté son intention éventuelle d'entrer sur le marché de la diffusion analogique, a été rachetée en août 2008 par TDF.

Il semble ainsi que l'horizon de l'extinction de la télévision analogique terrestre ne permette pas à un opérateur qui souhaiterait se positionner sur le segment de sa diffusion de rentabiliser ses investissements. Un plan d'affaires fondé sur une activité de diffusion de télévision analogique peut donc sembler difficilement viable.

En conséquence, à l'horizon du prochain cycle d'analyse du marché, il n'apparaît pas proportionné de renforcer le dispositif actuel de régulation de la diffusion hertzienne

terrestre en mode analogique, limitée à ce jour à des obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable.

**Question 12 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur le maintien du dispositif de régulation *ex ante* existant sur le marché de gros de la diffusion hertzienne de la télévision en mode analogique.



OneCast estime que l'Autorité doit être en mesure de vérifier l'absence de subventions croisées entre marchés analogique et numérique et apprécier également la transition de l'analogique vers le numérique pour l'opérateur historique.

#### **f) Sur l'opportunité d'une régulation du marché aval**

Dans le dispositif de régulation actuellement en vigueur, seul le segment amont de la diffusion en mode numérique est régulé.

Dans ses commentaires sur les projets de décisions qui lui avaient été notifiés à l'occasion du premier cycle d'analyse des marchés, la Commission européenne avait souligné que le marché aval, où se rencontrent l'offre des diffuseurs et la demande des éditeurs, nécessitait une analyse de marché conformément aux dispositions de la directive « cadre ».

En pratique, eu égard à ces observations ainsi qu'aux avis du Conseil de la concurrence et du CSA, l'Autorité avait estimé nécessaire d'adopter dans un premier temps les décisions d'analyse du marché de gros amont, avec pour objectif, en permettant à la concurrence entre diffuseurs de se développer, de rendre le marché de gros aval plus concurrentiel.

Dans son avis n° 06-A-01 du 18 janvier 2006, le Conseil de la concurrence relevait qu'en matière de diffusion de la TNT, la concurrence, bien que naissante, avait permis à de nouveaux entrants de s'installer de manière durable avec des contrats d'une durée de cinq ans et qu'elle avait eu une influence positive sur les prix et les conditions des prestations de diffusion aux multiplexes (tarifs orientés à la baisse sous la pression des concurrents de TDF, conditions contractuelles favorables). Le Conseil ajoutait que la concurrence grâce aux appels d'offres organisés par les multiplexes avait renforcé la contestabilité de la position de TDF sur le marché et conclu que ce marché présentait les caractéristiques qui permettaient d'attendre une évolution vers une situation de concurrence effective.

Il pourrait cependant être soutenu, au vu du bilan dressé dans la partie 2 du présent document, que le développement concurrentiel du marché aval demeure limité, en particulier suite aux rachats successifs d'Antalis et d'Emettel par TDF et aux incertitudes liées à l'ouverture du capital de towerCast.

À ce stade, une régulation du marché aval pourrait toutefois ne pas apparaître proportionnée, en particulier au regard des évolutions envisagées ci-avant relatives au maintien éventuel d'une régulation du marché de gros amont, qui pourraient suffire à garantir une concurrence sur ce marché, et de la complexité inhérente à la mise en œuvre opérationnelle d'une telle régulation.

**Question 13 :** L'Autorité invite les contributeurs à se prononcer sur le maintien de l'absence de régulation *ex ante* du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique, en particulier au regard des propositions formulées par l'Autorité dans le présent document quant à la régulation sur le marché de gros amont correspondant.





OneCast estime que le maintien de l'absence de régulation *ex ante* du marché aval des services de diffusion de la télévision en mode numérique est possible sous la condition que le scénario 2 proposé par l'Autorité soit appliqué à l'opérateur historique et que les prix pratiqués notamment sur le réseau de sites non répliquables soient orientés coûts.

Cependant, OneCast a proposé d'imposer à l'opérateur historique de facturer les prestations dites connexes aux coûts réels, d'étendre le périmètre du marché de gros afin de faciliter aux opérateurs alternatifs le positionnement sur des zones géographiques complètes d'exploitation et enfin de pouvoir faire évoluer de manière incrémentale la liste de sites non répliquables.

En l'absence de l'application des conditions précisées ci-dessus, OneCast estime que la régulation du marché aval est nécessaire.

## Autres aspects



### **Cohérence contractuelle entre marché amont et marché aval**

L'opérateur historique est à l'origine des contrats qui régissent le marché aval dont l'un des aspects importants est la clause de non révision des prix pendant toute la durée du contrat (5 ans). Par contre, l'opérateur historique dans la commercialisation de son offre amont impose une clause de révision de prix annuelle dont le montant est calculé unilatéralement par l'opérateur historique (+ 3.568 % en 2009).

Ceci permet à l'opérateur historique de relever progressivement ses marges alors que celles de ses concurrents baissent dans le même temps puisque qu'ils ne peuvent répercuter ces hausses. Plutôt que de faire peser ce risque sur les opérateurs alternatifs, l'opérateur historique dominant pourrait très bien intégrer dans ses offres l'évolution prévisible à horizon 5 ans du coût des services qu'il propose et proposer ainsi des tarifs fixes sur 5 ans pour le marché amont.

OneCast recommande que soit imposé à l'opérateur historique une clause de non révision des prix des prestations du marché amont afin de ne pas générer une distorsion de concurrence avec notamment des subventions croisées masquées car mises en œuvre au fil des anniversaires de contrats.

### **Dates de début de facturation**

Les dates officielles de mise en service des sites sont fixées par le CSA. Le CSA peut décider au dernier moment de modifier cette date (retarder) pour diverses raisons comme des retards dans les réaménagements des fréquences.

C'est à partir de la date réelle de mise en service commercial du site que le diffuseur peut facturer son client (le multiplexe).

OneCast préconise d'imposer à l'opérateur historique de démarrer la facturation des ses prestations du marché amont à la date réelle de mise en service commercial du site considéré.

## Annexes



### **Annexe I - Analyses économiques [protégé par le secret des affaires]**

Cf. fichier . doc : *Annexe I - Réponse OneCast Consultation ARCEP Janvier 2009 Vf.pdf*

### **Annexe II – Liste des sites TDF non répliquables [protégé par le secret des affaires]**

Cf. fichier .xls - *Annexe II - Analyse duplicabilité des sites TDF Vf.pdf*

### **Annexe III – Part de l'hébergement TDF [protégé par le secret des affaires]**

Cf. fichier . doc : *Annexe III - Réponse OneCast Consultation ARCEP Janvier 2009 Vf.pdf*